

Note méthodologique de la fiche recto verso

Les enquêtes sur les diplômés 2018 de Licence professionnelle et de Master issus de la formation initiale ont été réalisées du 1^{er} décembre 2020 au 30 avril 2021 par l'ORESIPÉ. Le questionnaire utilisé est en partie imposé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Les réponses ont essentiellement été collectées par le biais d'un questionnaire en ligne suivi de relances téléphoniques.

■ Définitions

Taux d'insertion professionnelle : c'est le rapport du nombre de diplômés en emploi à la population active (sommés des diplômés en emploi et des chômeurs).

Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Emplois précaires : il s'agit d'emplois sur contrat à durée déterminée, sur contrat intérimaire, sur contrat aidé ...

Revenu net mensuel : correspond au salaire net mensuel avec les primes et le 13^e mois en € hors temps partiel des emplois situés en France et, entre parenthèses, à l'étranger. A titre indicatif, le SMIC mensuel net au 1^{er} décembre 2020 était de 1220,48€.

Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

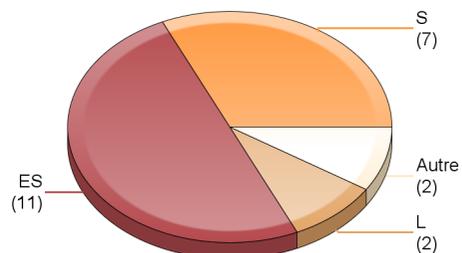
Enquête sur le devenir des diplômés 2018 de Master (Formation Initiale)

Droit de l'environnement, des territoires et des risques

Faculté Droit Sciences Politiques et Gestion

Profil des répondants

Répartition par type de baccalauréat



Académie du bac

Académie	Effectifs
Bas-Rhin	6
Besançon	2
Nancy-Metz	2
Reims	1
Autres académies	10
Etranger	1
Total	22

Sexe



Régime d'inscription

Régime d'inscription	Effectifs
Apprentissage	0
Initiale	22
Reprise d'études non financée	0
Total	22

Taux de réponse

Diplômés	24
Réponses	22
Taux de réponse	92%

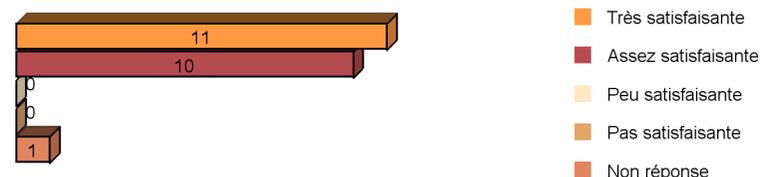
Situation principale au 01-12-2020

Situation	Effectifs
Emploi ¹	15
Recherche d'emploi	2
Inactivité	4
Poursuite / reprise d'études	1
Total	22

¹ Les doctorants ayant un contrat spécifique au doctorat sont considérés comme étant en emploi.

La formation

Avis sur la formation reçue



Adéquation emploi et niveau de qualification



... secteur disciplinaire



■ Tout à fait ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Pas du tout ■ Non réponse

A retenir

	18 mois	30 mois
Taux d'insertion professionnelle	73%	88%
Taux d'adéquation emploi et niveau de qualification	55%	80%
Durée moyenne à l'obtention du premier emploi	2,9 mois	
Revenu net mensuel médian ²	1900 (-) €	1713 (-) €
% ayant un emploi stable ³	36%	53%

² Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

³ Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIFE sont consultables et téléchargeables sur oresipe.unistra.fr

* Autres : DU, licence professionnelle, diplôme de niveau Bac +2, diplôme de l'Espé (autre que master MEEF) ...

Les poursuites d'études immédiates (en 2018-2019)



■ Poursuite d'études à l'Unistra ■ Poursuite d'études hors Unistra

Caractéristiques de l'emploi occupé au 01-12-2020

Mode d'obtention

	Effectifs
Suite à une période d'alternance	0
Suite à un stage intégré dans vos études	1
Suite à la réussite à un concours	2
Par pôle emploi	0
Par une annonce dans la presse	0
Par une annonce sur un site web de l'université	0
Par une annonce sur un site internet	7
Par approche directe : candidature spontanée	3
En créant ou reprenant une entreprise	1
Par un cabinet de recrutement, agence d'intérim	0
Par l'association d'anciens diplômés	0
Par votre réseau relationnel	0
Par les réseaux sociaux	0
Non réponse	1
Total	15

Type de contrat

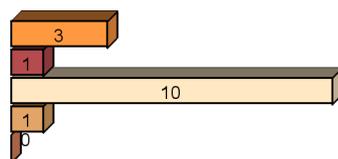
	Effectifs
Emplois stables	8
Emplois précaires	7
Non réponse	0
Total	15

Professions et catégories socioprofessionnelles



■ Ingénieurs - Cadres
 ■ Professions intermédiaires
 ■ Ouvriers - Employés
 ■ Non réponse

Localisation géographique



■ Alsace
 ■ Reste du Grand Est
 ■ Reste de la France
 ■ Etranger
 ■ Non réponse

Revenu net mensuel (avant prélèvement à la source)

Médiane	1713 (-) €
Minimum	1200 (-) €
Maximum	2776 (-) €
Moyenne	1836 (-) €
Concernés	12 (-)

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

Type d'employeurs

	Effectifs
Entreprise publique	0
Entreprise privée	1
Fonction publique	9
Association	5
Prof. libérale ou indépendante	0
Non réponse	0
Total	15

Répertoire des secteurs d'activités, des emplois occupés et des missions exercées au 01-12-2020

Secteurs d'activités

- Administration publique (hors enseignement) (6 diplômés)
- Enseignement (3 diplômés)
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques (3 diplômés)
- Activités de services administratifs et de soutien

Liste des emplois occupés

- Assistant(e) juridique
- Assistant(e) pédagogique
- Chargé(e) d'affaires juridiques et du contentieux
- Chargé(e) de métier "recycleurs de véhicules hors d'usage"
- Chargé(e) de mission
- Chargé(e) de projet
- Chargé(e) d'études juridiques
- Doctorant(e) (2 diplômés)
- Elève Attaché(e) d'administration de l'Etat
- Juriste au défenseur des droits
- Juriste en droit de l'urbanisme
- Juriste en protection animale
- Juriste foncier(e)

Exemples de missions réalisées

- Gestion des sinistres, question juridique
- Aide aux devoirs, encadrement
- Non communiqué
- Accompagnement des adhérents dans les questions de droit de l'environnement, défense de la profession auprès des pouvoirs publics
- Juriste, animation
- Non communiqué
- Activités contentieuses, assistance juridique pour les associations membres, gestion et animation d'une plateforme de signalement des dégradations environnementales
- Recherche et enseignement
- Non communiqué
- Traitement de réclamations
- Conseil juridique, traitement de recours contre des décisions
- Constitution de partie civile, réponses aux questions juridiques posées à l'association, vulgarisation juridique, contact avec la gendarmerie
- Sécurisation foncière et juridique des projets d'implantation de centrale photovoltaïque, analyse juridique et rédaction de contrats